

Au milieu de la braderie annuelle de Savigny-sur-Orge (Essonne), c'est un défilé un peu particulier et plutôt inattendu qui se mêle aux chômeurs. Une trentaine de manifestants scandent : « *Mehlhorn démission, Mehlhorn démission !* » Éric Mehlhorn, c'est le maire UMP de la ville. Le visage fermé, fuyant le petit cortège, il tente de garder sa contenance, de saluer les passants comme si de rien n'était. Mais les cris et les sifflets continuent, plus forts. Il y a une semaine, les professionnels et bénévoles de la Maison des jeunes et de la culture locale apprennent par la presse que le maire ne renouvellera pas la subvention annuelle, soit 175 000 euros. À cela s'ajoutent l'annonce de la fermeture de la crèche familiale (44 salariés contractuels et 95 berceaux) et la vente du centre de vacances la Savinière, en Vendée. Dès lundi 13 avril, le maire s'empresse de faire voter ces décisions en conseil municipal, invoquant les restrictions budgétaires imposées par un déficit chronique.

Après les belles paroles, l'élu frappe trois coups... de massue

« Ce sont trois coups de massue portés en direction de la jeunesse et de la culture de notre ville », se désole Didier Michoud, directeur de la MJC de Savigny depuis 1999, encore sonné par ces annonces. « Le maire aurait pu nous avertir. Toutes les villes sont confrontées à des choix cornéliens. De là à tout supprimer de manière unilatérale... On aurait pu s'asseoir autour d'une table, réunir les acteurs concernés et réfléchir. On est traités comme des chiens ! » Il y a un an, alors que la fête des 50 ans de la MJC battait son plein, le maire y avait loué « la durabilité et l'efficacité d'un service reconnu par les Saviniens », saluant « le partenariat scellé entre nos institutions pour cet idéal commun : l'épanouissement de la jeunesse ». Ou sont passées ces belles paroles, s'interroge Didier Michoud, qui distribue la plaquette de la MJC.

À l'entrée de la brocante, Arik, 41 ans, porte une pancarte « Je suis en colère ». Ce père de trois enfants, âgés de 3, 5 et 9 ans, est choqué. « Vendre la Savinière, c'est inimaginable. Ce lieu était ouvert aux scolaires, les classes vertes. On y organisait des colonies depuis 1932. Près de 400 enfants y partaient sur les deux mois d'été, c'est un lieu d'apprentissage de l'autonomie qu'on va perdre ! » s'empare-t-il. Le maire justifie cette vente par un besoin d'investissement. « Certes, la Savinière a besoin d'investissements, rétorque le papa, mais au lieu de vendre un tel patrimoine, on aurait pu réfléchir à d'autres solutions. »

À Savigny, le maire brade la jeunesse

Crèche familiale, centre de vacances et MJC sont fermés par le maire UMP. La population et les salariés essoniens concernés réagissent.



LES SAVINIENNES ET LES SAVINIENS MÉCONTENTES MANIFESTAIENT HIER. PHOTO J. JAULIN/HANSLUCAS

La réaction des Saviniens a donc été immédiate. Une première pétition a circulé sur Internet dès le lundi, qui a recueilli 2 000 signatures. Puis une manifestation spontanée dans la mairie, en milieu de semaine. Mais, hier, à la braderie, tous les habitants n'étaient pas encore au courant. Ahmed et Fatima, 40 ans, s'arrêtent au passage d'un salarié de la MJC : « On ne savait pas... Nous sommes venus nous installer à Savigny-sur-Orge il y a un an, attirés par l'énergie culturelle et par

l'offre pour la petite enfance. Pour nous, c'est très grave », lâche le couple atterré, qui s'empresse de signer la pétition.

Dans la trentaine de manifestants, Hortense, Léa et Océane, trois jeunes élèves de première au lycée Corot, portent sifflets et affiches. Pour elles, la fragilisation de la MJC, qui est à deux pas du lycée, signifie la fin de nombreuses activités : la Fête de la musique, la fête de fin d'année et les cours de musique.

« J'ai étudié la guitare à la MJC. Ils ont une

autre façon d'enseigner la musique. Et puis, ça permet à plein de jeunes d'avoir accès à des activités pas chères », explique Hortense. À quelques pas de là, le directeur de la MJC ne décolère pas : « Une MJC n'a pas un rôle restreint, nous travaillons aussi avec les écoles du quartier populaire de Grand-Vaux, avec le Secours populaire, les Restos du cœur et la mission locale. Que leur reste-t-il ? » Des liens étroits se sont tissés aussi avec des artistes qui font des résidences et apportent une ouverture culturelle aux écoliers. « Nous sommes une chaîne et si nous fermons, on risque le licenciement de six permanents et de vingt intervenants extérieurs. »

L'avenir des enfants et les emplois supprimés inquiètent et interrogent

Ce qui inquiète beaucoup Alix, Maïssa et Aziza, toutes trois mères de famille, c'est l'avenir des enfants de la ville. « Ici, il y a de la pauvreté. Alors les beaux discours après les attentats de Charlie, c'est bien, mais si nos jeunes n'ont pas une maison qui leur offre des activités, ils vont faire quoi ? Tenir les murs, faire des bêtises ? C'est ça qu'on veut faire avec nos jeunes ? » s'énerve Aziza. « Dans certains quartiers, poursuit Maïssa, les enfants ne partent jamais en vacances. Beaucoup ont découvert la mer à la Savinière. »

Il y a un an, alors que la fête des 50 ans de la MJC battait son plein, le maire y avait loué « la durabilité et l'efficacité d'un service reconnu par les Saviniens ».

Alix, quant à elle, pense aux emplois qui risquent d'être supprimés. « En supprimant toutes ces structures, le maire fabrique du chômage. C'est un très mauvais calcul. Je préférerais que mes impôts servent à la culture plutôt qu'à augmenter le nombre de policiers ou à fleurir la ville... » Martial, 42 ans, voudrait faire passer un message : « On ne peut pas demander aux gens d'aller voter, de participer à la démocratie et en même temps d'ignorer ainsi une mobilisation pour des services publics. Au-delà de faire des spectacles, une MJC forme des citoyens à penser, à s'ouvrir au monde. Et ça, ce n'est pas quantifiable. »